

Asie du Sud

En 1981, un certain nombre de visites bilatérales de haut niveau et des consultations économiques et politiques de plus en plus actives ont donné un éclat particulier aux relations du Canada avec les pays de l'Asie du Sud. L'attention que le Canada porte à ces relations reflète l'importance de cette région au regard de la stabilité mondiale et du développement économique. Mille neuf cent quatre-vingt-un a marqué la deuxième année d'occupation soviétique en Afghanistan où le régime Babrak Karmal ne bénéficie toujours que du soutien des seules forces soviétiques face à la forte résistance que lui oppose une vaste majorité de la population. Le Canada a continué d'appuyer les efforts déployés dans le cadre des Nations unies en vue de parvenir à un règlement acceptable de la crise, règlement qui prévoit, notamment, le retrait des forces soviétiques et le rétablissement de la liberté en Afghanistan. Il a, par ailleurs, apporté sa contribution aux secours humanitaires internationaux destinés aux deux millions d'Afghans réfugiés au Pakistan. La vulnérabilité du Pakistan, à la suite de l'invasion soviétique en Afghanistan, est demeurée source de préoccupations, tandis que l'Inde manifestait son inquiétude devant le danger de voir la crise afghane entraîner un engagement plus marqué des superpuissances en Asie du Sud. Le Canada s'est non seulement inquiété de la situation en Afghanistan, mais il a cherché, par sa politique de non-prolifération nucléaire, à contribuer au maintien de la paix et de la sécurité dans la région. Toujours aux prises avec d'énormes problèmes de pauvreté et de sous-développement, l'Asie du Sud est restée le plus important bénéficiaire de l'aide canadienne au développement. En participant au sommet Nord-Sud de Cancun, le Bangladesh et l'Inde ont témoigné du vif intérêt que porte l'Asie du Sud aux questions relatives au dialogue Nord-Sud.

Les efforts se sont poursuivis en 1981 en vue d'un règlement de la crise afghane. En novembre, l'Assemblée générale des Nations unies a tenu son troisième débat plénier sur la question. Le Pakistan, de concert avec d'autres pays de la Conférence islamique, a joué une fois de plus un rôle de premier plan en présentant une résolution qui condamnait l'invasion de l'Afghanistan, exigeait le retrait immédiat des forces étrangères et, condamnant toute intervention extérieure, réaffirmait le droit du peuple afghan à l'autodétermination. Vigoureusement appuyée par le Canada, cette résolution a été adoptée par l'Assemblée générale à une majorité sans précédent (116 voix pour, 23 contre et 12 abstentions).

Le Canada ne s'est pas contenté d'adopter une position ferme aux Nations unies. De concert avec ses alliés, il a continué de condamner l'invasion soviétique au sein d'autres instances et d'insister sur le fait que le retrait des troupes soviétiques doit être le préalable de tout règlement de la crise. Malheureusement, bravant le poids écrasant de l'opinion internationale, l'Union soviétique avait, à la fin de l'année, porté à plus de 90 000 hommes ses effectifs en Afghanistan. Toutefois, une vaste majorité de la population afghane ne cesse de s'opposer à la présence soviétique et au régime Karmal, et les résistants continuent de livrer un